



Enfance Cinq employées de la crèche Le Château des enfants, à Fribourg, dénoncent leurs conditions de travail. » 10



A 84 ans, il est le roi du vin cuit
Gruyère Frédéric Dupasquier, plus connu sous le nom de Guigui, a été élu hier meilleur producteur au Concours romand des jus de pomme et jus de fruits 2024 à Courtemon (JU). » 15

RÉGIONS

9
LA LIBERTÉ
JEUDI 12 DÉCEMBRE 2024

La commune va se doter d'un logo bilingue, quel que soit son statut légal. Une question d'identité

Fribourg tient à s'afficher bilingue

« PATRICK CHUARD

Langues » La ville de Fribourg veut absolument un logo bilingue. Le chef-lieu cantonal a lancé un concours le mois dernier pour définir sa nouvelle identité visuelle. Et de préciser que le logo actuel, avec l'écuson bleu, la mention «Ville de Fribourg» et le méandre censé figurer la Sarine, «ne satisfait plus aux exigences». Le symbole graphique actuel, utilisé sur tous les supports de communication de Fribourg, y compris les véhicules, avait été adopté en 2003. Le nouveau logo devra être bilingue et unique, sans versions française et allemande. La ville a inscrit une somme de 50 000 francs dans son budget 2025 pour ce changement.

Pourtant, Fribourg est officiellement francophone. Pourquoi vouloir à toute force changer ce logo et y inscrire la langue de Goethe? Le syndic Thierry Steiert (ps), parfaitement bilingue lui-même, admet que la ville ne l'est pas officiellement. Cela dit, «son histoire, sa position géographique et son statut de capitale d'un canton officiellement bilingue sont autant d'éléments qui font que, depuis de nombreuses années, le Conseil communal est convaincu que le bilinguisme est une richesse à cultiver. Il se montre dès lors particulièrement sensible à l'usage conjoint des deux langues cantonales dans sa communication», explique l'élu.

Moins de 15%

L'exécutif est également pressé par le Conseil général de modifier ce symbole graphique. Un postulat, voté par 55 voix contre 1 et 4 abstentions en 2022, le priait de rendre ce logo bilingue. En 2013, lorsque l'exécutif avait dévoilé une nouvelle mouture graphique elle aussi exclusivement en français, le parlement communal s'y était opposé et avait réclamé un logo bilingue à la quasi-unanimité. «Alors que les autorités et la population de la capitale ont pu fêter l'installation de panneaux bilingues à la gare CFF il y a quelques mois

Sur une édition spéciale du jeu de Monopoly, en 2015, les quartiers de Fribourg étaient bilingues. Et pourtant, la ville est officiellement francophone. Alain Wicht-archives



seulement, la décision récente du Conseil communal sur le nouveau logo représente un retour en arrière de plusieurs années pour la ville», considèrent alors les conseillers généraux. L'affaire du logo a été mise de côté ces dernières années en attendant une possible fusion du Grand Fribourg, finalement refusée dans les urnes en 2021.

«Fribourg la francophone» se vit donc comme bilingue. Elle applique un «bilinguisme pragmatique» au quotidien, traduisant ses documents officiels et veillant à ce que son journal communal 1700 soit rédigé en français et en allemand. Et cela même si la proportion de germanophones a baissé drastiquement sur son territoire ces dernières

années: au 31 décembre 2023, 85,15% de la population établie et en séjour à Fribourg souhaitait recevoir leur correspondance en français, alors que 14,85% avaient opté pour l'allemand.

Ce concours survient alors que l'Etat de Fribourg devrait lancer, de manière imminente, une consultation sur sa future loi sur les langues. Le conseiller d'Etat Didier Castella, chargé des institutions, s'est engagé à lancer ce chantier, attendu depuis la refonte de la constitution cantonale il y a deux décennies. Dans ce contexte, l'empressement de la ville surprend la Communauté romande du pays de Fribourg (CRPF). «Les autorités de Fribourg vont un peu vite, étant donné qu'on ignore toujours

quels seront les critères légaux pour décréter qu'une commune est bilingue», pense Alexandre Papaux, membre du comité de la CRPF.

Que dit la constitution?

La constitution stipule que «dans les communes comprenant une minorité linguistique autochtone importante, le français et l'allemand peuvent être les langues officielles» (art. 6). Avec moins de 15% de germanophones, Fribourg pourra-t-il faire valoir le critère de «minorité importante»? Pas forcément, admet un proche du dossier à l'Etat. «Mais l'aspect historique et d'autres critères pourraient être pris en compte.» Alexandre Papaux formule en

tout cas le vœu que «des critères soient posés. Ce serait plus juste que d'accorder une pleine autonomie aux communes sur ce plan.»

Quel que soit le futur statut linguistique que la ville pourra légalement faire valoir, le syndic de Fribourg fait remarquer que cela «n'a pas de lien absolu avec la réalisation d'un logo. En d'autres termes, même si la ville de Fribourg devait conserver la langue française comme seule langue officielle, cela n'empêcherait pas la création d'un logo bilingue, tenant ainsi compte du bilinguisme pragmatique», souligne Thierry Steiert. Et d'assurer que le calendrier de réforme de ce logo n'est pas lié à la future loi sur les langues.

La part de germanophones baisse dans la ville de Berthold IV de Zaehringen, y compris dans les rangs de l'Université de Fribourg. Un phénomène que la rectrice Katharina Fromm attribuait à plusieurs facteurs dans un récent numéro d'*Universitas*, le magazine de l'alma mater: de nouvelles universités ont été fondées en Suisse alémanique, comme Lucerne, qui «propose des cours très similaires aux nôtres», tandis que les Tessinois ont une ligne de train directe avec Zurich. «Enfin, l'aspect catholique traditionnel de l'université n'est peut-être plus aussi fort qu'il l'était autrefois.»



«La ville de Fribourg se situe depuis sa fondation sur la frontière des langues»

Thierry Steiert

Les efforts de promotion du bilinguisme à Fribourg visent moins à tenter de stopper cette érosion qu'à rappeler que la ville «se situe depuis sa fondation sur la frontière des langues et que cette réalité sociogéographique fait partie de son identité. Une identité qui est à considérer comme une chance et une richesse, régulièrement avancée lorsqu'on souhaite mettre en avant la ville», souligne Thierry Steiert. Les efforts en faveur du bilinguisme, ajoute le syndic, «s'inscrivent dans le contexte du respect des minorités, tel qu'il découle du préambule de la Constitution fédérale». »

Au Schoenberg, un arrêt de bus en sursis à cause des incivilités

Fribourg » Les TPF pourraient renoncer à s'arrêter au Stadtbérg l'an prochain aux heures de sortie des classes.

Les bus TPF pourraient ne plus s'arrêter à l'arrêt Stadtbérg «à cause des incivilités et des problèmes de comportements» de certains élèves de l'école primaire Villa Thérèse. La conseillère communale Mirjam Ballmer (verts) a confirmé mardi soir, au Conseil général de la ville de Fribourg, que les véhi-

cules pourraient bien passer tout droit entre 11 h 30 et 12 h, et entre 15 h 30 et 16 h, dès le début de l'année. Cette mesure inédite, présentée comme transitoire, fait suite «à des comportements considérés comme dangereux. Plusieurs dizaines d'enfants se retrouvent au même endroit à la sortie de l'école, certains sont poussés sur la route et il y a des bousculades dans les bus», précise la directrice de l'enfance, des écoles et de la cohésion sociale.

La conseillère générale Immaculée Mosoba, qui a interpellé l'édile, a jugé «choquant» le courrier envoyé aux parents, brandissant cette menace au cas où aucune amélioration n'est constatée d'ici à Noël. «En quoi la suppression de cet arrêt permet de résoudre des problèmes de comportement? L'arrêt de bus se trouve à proximité du carrefour donnant sur le pont de la Poya, avec des milliers de véhicules, qu'en est-il de la sécurité? Et

pourquoi cette mesure ne vise que le Schoenberg alors que des problèmes d'incivilités comparables existent partout?» a demandé l'élué socialiste.

Le fait d'inciter les élèves à rentrer de l'école à pied ou à se rendre au prochain arrêt de bus devrait justement éviter «l'effet de groupe» responsable des comportements dangereux, a expliqué Mirjam Ballmer. «Des efforts de prévention sont faits depuis plusieurs

années, et toutes les solutions possibles ont déjà été mises en place, en concertation avec la police cantonale. A ce stade, plus aucune autre mesure n'est envisageable», a souligné l'élué communal. Et de préciser que «l'idée n'est pas de punir les autres usagers des TPF, bien au contraire. Cela permettrait de répondre à un fort mécontentement des autres passagers qui se plaignent des bousculades», ajoute Mirjam Ballmer. » PC